

Communiqué commun : rencontre AFPS-CGT

20 mars 2014



Thierry Lepaon, Secrétaire Général de la CGT, accompagné de Wolf Jäcklein, responsable du Département International de la CGT, Ozlem Yildirim, conseillère confédérale en charge du Proche et Moyen-Orient, a reçu une délégation de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) composée de son Président, Taoufiq TAHANI et de Robert Kissous, membre de Bureau National en charge des relations avec le monde associatif et syndical.

L'entretien, qui s'est déroulé dans un climat très chaleureux, a abordé différentes questions liées au conflit israélo-palestinien et exploré des pistes pour consolider les actions communes aux deux organisations en faveur d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. La CGT et l'AFPS s'inquiètent de la détérioration de la situation du fait de la politique coloniale des autorités israéliennes. En effet, celles-ci continuent, au mépris du Droit international, à :

- 1) Poursuivre l'accaparement des terres et des ressources palestiniennes par une colonisation à marche forcée qui sape les chances d'une solution juste et durable basée sur le principe de deux états, israélien et palestinien avec pour frontières celles d'avant 1967, conformément au droit international.
- 2) Imposer à Gaza un blocus terrestre, aérien et maritime insoutenable qui annihile toute perspective d'avenir pour la population et la jeunesse palestiniennes.
- 3) Accentuer la répression vis-à-vis des Palestiniens.
- 4) Vider Jérusalem-Est de sa population palestinienne à coup de démolitions de maison et de retrait de la carte de résident pour les Palestiniens.

Cette politique israélienne, constituée aux yeux de la communauté internationale, un obstacle majeur à la paix. En outre, la CGT et l'AFPS sont conscientes que l'immobilisme a une lourde responsabilité dans la dété-

rioration de la situation. C'est pourquoi nos deux organisations sont en contact avec toutes les forces de paix, israéliennes et palestiniennes.

Tout en saluant les lignes directrices européennes et l'engagement de certains pays européens contre la colonisation, nos deux organisations s'inquiètent du silence de la France, qui ne joue plus un rôle moteur en faveur de la paix.

La CGT s'engage par ailleurs dans une démarche conjointe avec ses homologues pour développer un positionnement commun sur l'interdiction d'importer les produits des colonies en Europe.

Animés par leur volonté de voir un jour régner la paix dans cette partie du monde, nos deux organisations entendent agir en faveur de celle-ci en s'engageant clairement pour demander au gouvernement français :

- 1) L'interdiction d'entrée des produits des colonies dans le marché européen et notamment en France.
- 2) D'imposer des règles de conduite claires aux entreprises françaises les décourageant de développer une activité dans les colonies ou avec des entreprises ayant une activité économique dans les colonies.
- 3) La relaxe des militants poursuivis pour leur participation à des actions de boycott et l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie qui porte une atteinte grave à la liberté d'expression.

Par ailleurs la CGT et l'AFPS entendent agir pour mettre fin à la détention politique en soutenant la « campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et tous les prisonniers politiques palestiniens ».

Source : <http://france-palestine.org/Communique-commun-rencontre-AFPS>

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Communique-commun-rencontre-AFPS,3909>